Monsieur le Président,

Permettez-moi, au nom de la délégation sénégalaise, de vous exprimer ainsi qu'aux autres membres du Bureau mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de la 46^{ème} session de la Commission de la Population et du Développement.

En souscrivant à la déclaration faite par Fidji, au nom du G77 et la Chine, je souhaiterais brièvement vous entretenir de l'expérience nationale sénégalaise sur ce thème qui revêt, à bien des égards, un intérêt particulier pour mon pays.

Monsieur le Président,

Les migrations, à la fois à l'intérieur et au-delà des frontières, du fait de leur acuité et de leurs enjeux importants, constituent aujourd'hui une thématique qui reste au cœur des préoccupations singulières des pays en développement, particulièrement africains.

En effet, le Sénégal qui a connu, bien avant le 20^{ème} siècle, d'importants mouvements migratoires, continue, à l'instar des autres Nations d'Afrique subsaharienne, de connaître une migration intense, tant au niveau interne qu'externe.

Il faut reconnaître qu'au cours de ces cinq dernières années, les flux migratoires ont pris des proportions démesurées ayant conduit le Gouvernement à adopter des réformes et mesures de taille à l'effet de faire face aux mutations occasionnées par ce phénomène.

Au titre de la migration interne, durant la dernière décennie on peut noter que **plus de 15%** de la population du Sénégal vit en dehors de sa région de naissance. Une telle situation a occasionné une urbanisation galopante, une large concentration de la population active dans des villes et un accroissement rapide du taux de chômage, surtout des jeunes de moins de 35 ans.

Au plan externe, **le Sénégal, du fait de sa position géographique, constituant à la fois, un pays d'origine, de transit et de destination**, demeure l'un des pays les plus affectés et préoccupés par ce phénomène.

Les dernières estimations ont révélé un effectif de **177.273** migrants, dont **114.527** hommes (**81,8%**) et **32.164** femmes (**18,2%**). Ils se caractérisent par leur jeunesse: toutes destinations confondues, **44 à 45%** d'entre eux ont entre 18 et 24 ans et **3%** seulement ont plus de 45 ans; (**35%**) sont des femmes.

En termes d'immigration, le Sénégal a enregistré environ **220.208** immigrants en 2005, soit **2%** de la population totale, issus principalement des pays de la sous-région ouest-africaine.

Est-il important de le souligner, la migration comporte des avantages mais aussi pose de sérieux défis liés à son caractère multidimensionnel. Ses enjeux sont immenses et ses défis grands aussi bien pour le pays d'origine que pour celui d'accueil.

Autant le phénomène migratoire reste porteur de réelles opportunités illustrées par les transferts de fond de la diaspora vers leurs pays d'origine, autant pour les pôles récepteurs, les flux migratoires fournissent de la main d'œuvre, accroissent la consommation et contribuent de manière conséquente à l'équilibre du taux d'accroissement démographique.

Il est évident que ces transferts contribuent à l'amélioration des conditions de vie des ménages. En témoignent **les transferts de fonds des migrants sénégalais** qui se sont élevés, en 2011, à 699,4 milliards de francs CFA, soit environ 10,3% du PIB provisoire de 2011.

C'est dire toute l'importance des migrations internationales sur le développement national, même si **ce phénomène**

contribue à une perte massive de ressources humaines, par la fuite des cerveaux. Pour preuve, la proportion des migrants ayant une occupation avant le départ est de 46%, tandis que les chômeurs représentaient 29% en 2001. Plus encore, sur la période 1995-2005, on comptait 678 médecins émigrés, soit 51% des médecins formés, et 695 infirmiers soit 27% des infirmiers formés.

Monsieur le Président,

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement du Sénégal poursuit, de façon résolue, sa politique visant à promouvoir la migration dans des normes légales, valoriser les capacités humaines, financières, scientifiques et techniques de la diaspora. Il s'y ajoute la protection des Sénégalais de l'extérieur, leur accompagnement dans les pays d'accueil, la valorisation de leur apport et leur réinsertion socio-économique au retour.

Ces initiatives pertinentes sont appuyées par une politique de gestion concertée des flux migratoires traduite par la signature d'Accords bilatéraux et multilatéraux et par la ratification des conventions en la matière, notamment celle des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Dans ce contexte, ma délégation se réjouit des résultats satisfaisants de l'application de la Stratégie nationale de gestion intégrée des frontières, établie pour contenir les flux clandestins à partir des côtes sénégalaises.

Monsieur le Président,

Dans un monde en perpétuelle évolution, la gestion des migrations doit être un processus flexible et dynamique qui puisse véritablement suivre les changements et s'adapter sans délai à la fluidité des situations quotidiennes sans transiger sur ses principes ou sur son aspect humain.

La coopération entre pays d'origine et de destination doit figurer en tête des priorités dans la stratégie relative à la gestion des migrations. Faudrait-il le souligner, **une telle coopération devrait aider à amplifier les conséquences positives des migrations et à en réduire les effets négatifs pour toutes les parties en cause.**

En outre, une telle approche devrait impliquer une coopération plus large et approfondie qu'elle ne l'a été jusqu'ici entre pays d'origine et de destination. Elle exige surtout de

mieux reconnaître les préoccupations et intérêts spécifiques des pays.

Ainsi donc, pour être efficace, cette coopération devrait, entre autres, s'inscrire dans une dynamique facilitant l'atteinte de résultats favorables à une répartition plus équilibrée des avantages et richesses procurés par les migrations. D'autre part, elle devrait se caractériser par une approche conforme aux droits de l'homme, propice à la consolidation de la dignité humaine.

Je vous remercie de votre bienveillante attention.